

« 13 AOUT 1960 - 13 AOUT 2011 : 51 ANNEES DE GÂCHIS »

« Nous avons connu les ironies, les insultes, les coups que nous devons subir matin, midi et soir, parce que nous étions des nègres. Qui oubliera qu'à un noir on disait "tu", non certes comme à un ami, mais parce que le "vous" honorable était réservé aux seuls blancs ? »

Patrice Emery LUMUMBA, Kinshasa 30 juin 1960

Le 13 aout 1960, après soixante-dix années de colonisation la France par André Malraux accordait l'indépendance à la République Centrafricaine entamée en juin 1956 par la loi Gaston DEFERRE et amplifiée par la proclamation de la République le 1^{er} décembre 1958.

A l'aube de ce deuxième cinquantenaire de notre indépendance dans lequel nous sommes entrés, l'état de la République et de la Nation exige que nous posions la juste interrogation pour parvenir au bon diagnostic afin de planifier l'élaboration du dosage nécessaire capable d'inscrire durablement notre pays dans le 21^{ème} siècle.

Il est vrai que l'état actuel de la République et de la Nation s'est terriblement dégradé depuis le génocide électoral du 23 janvier 2011.

En effet, l'actualité de ces six derniers mois inquiète. Nous assistons à une dégradation aiguë de la situation sécuritaire, une montée des mouvements sociaux : militaires et gendarmes retraités, étudiants locaux et expatriés, enseignants(1), personnel médical, etc. Une pénurie d'électricité sans précédent et une crise d'accès à l'eau potable jamais connue de mémoire d'Oubangiens et Centrafricains. A cela s'ajoute les affaires de corruption, de détournements, de clanisme, d'acquisition de matériels de guerre et de prédation dont une certaine presse en fait l'écho. Sans oublier cette instabilité financière mondiale qui aura certainement des répercussions dans nos quartiers, cités, hameaux et marmites.



Ainsi, analyser l'énorme gâchis qu'ont été les cinquante et une années de notre indépendance à la seule lumière du pouvoir du KNK, serait intellectuellement malhonnête, politiquement sournois et historiquement infondé.

DE L'EMPIRE A L'EMPIRE

Toute chaîne de fabrication automatique est régie par un cycle de production. L'accumulation de matière première entrant dans le processus de fabrication (input) n'aura aucune incidence sur la qualité et la quantité de production tant que le cycle n'est pas modifié. C'est hélas le triste constat pour notre pays la République Centrafricaine.

Lorsqu'il réalisa son coup d'état en janvier 1966, Jean Bedel Bokassa fut aidé dans l'exécution de son plan par un jeune officier du nom d'André Kolingba. Et dans son 1^{er} gouvernement siégeait Ange Félix Patassé. A la fin des années soixante, un sous-officier des FACA se nommant François Bozizé Yangouvonda fut propulsé Général en violation de tous les principes de promotion militaire

et entra dans le 'lieu très saint' à savoir la cour du Maréchal puis de l'Empereur. Au milieu des années soixante-dix, l'ancien Chef de l'Etat David Dacko retrouva grâce et fut promu à la cour comme Conseiller Spécial avec rang et prérogative de 1^{er} Premier Ministre.

Ainsi, l'histoire de la RCA de ces 45 dernières années n'est que le mouvement d'un seul cycle à savoir celui de la saint sylvestre 65 avec les mêmes principaux protagonistes, reproduisant les mêmes actes, les mêmes défauts en les amplifiant et se servant du territoire national comme une aire de jeu pour solder leurs comptes personnels ou assouvir leurs passions.

Il n'est donc pas étonnant que l'actuel locataire du palais de la Renaissance qui est le dernier survivant politique actif de ce cycle réhabilite l'empereur malgré le verdict de 1987 et tente aussi de restaurer l'empire par sa gestion exclusivement patrimoniale des affaires de l'état et par la dévotion filiale du pouvoir dont les rumeurs enflent tous les jours dans les rues de Bangui.

Face à ce cycle qui arrive à son terme mais qui a eu le temps de pondre des œufs dont la nocivité s'annonce plus dangereuse que celle des géniteurs, que faire ?

UNE OPPOSITION EGAREE

Il y'a quelques jours par une série d'article de presse, je découvrais stupéfait une proposition de certains leaders de l'opposition centrafricaine appelant à dialoguer avec le pouvoir. A l'argumentation de celle-ci, on pouvait lire :

- l'exigence d'annulation des élections du 23 janvier 2011,
- la saisine de la Cour Constitutionnelle par Maître Tiangaye sur le cumul de mandats par François Bozizé,
- le rapport de la Mouvance Patassé sur les conditions de sa disparition,
- la réunion des préfets et la politisation de l'administration territoriale, etc,
- la situation économique et financière de notre pays avec : la Table Ronde de Bruxelles, la dernière visite du FMI
- la situation sécuritaire: le DDR et la situation sécuritaire globale ...

S'il n'était pas question de la vie, que dis-je de la survie du peuple centrafricain, nous rigolerons de cette comédie car en réalité au cœur de l'Afrique le ridicule ne tue pas, ne tue plus.

L'histoire se moque souvent des individus qui la considèrent comme un terrain vague sur lequel ils peuvent venir se soulager en toute impunité disait Noel Isidore Thomas Sankara et elle est en train de se moquer de l'opposition centrafricaine condamnant avec elle, le peuple entier.

Alors que le pays va mal. Alors que les rues de notre pays sont encombrées de désespoir, de désespérance, d'inquiétude, de misère, d'injustice, d'insécurité, de famine, d'inondation, de catastrophes naturelles... On assiste à la naissance d'une nouvelle magouille pompeusement nommée : « l'opposition prête à dialoguer avec le pouvoir. »

Les mêmes qui appellent aujourd'hui à dialoguer avec le pouvoir diront à l'approche de 2016 ou dans les mois à venir que Bozizé est un autiste et que c'est à cause de lui que les résolutions de ce énième dialogue n'ont jamais été appliquées. Les mêmes écriront des textes auxquels ils ne croiront pas. Solliciteront des rendez-vous dans les chancelleries à Bangui ou ailleurs pour plaider la cause de la démocratie lorsque le machiavélique plan de modification constitutionnelle ou de dévotion monarchique du pouvoir sera mis à exécution. Les mêmes, avec leurs familles pour la plupart installé à l'étranger appelleront les enfants des autres à servir de paillason à leurs ambitions sans idéaux et éthique. Or c'est maintenant qu'il faut préparer demain. C'est maintenant qu'il faut formuler des réponses aux multiples crises que nous connaissons. C'est maintenant qu'il faut être aux côtés du peuple centrafricain qui souffre au lieu de s'enfermer au sein d'un aéropage dont les multiples sessions n'ont fait qu'empirer la situation et d'où le messie n'est jamais sorti.

DE LA NECESSITE DE L'EMERGENCE D'UNE VERITABLE ALTERNATIVE

Le 13 aout 2011 est arrivé et avec lui le 51^{ème} anniversaire de notre indépendance. Il ouvre un double chapitre, d'une part celui des joies, des rêves et des espoirs nés à l'indépendance et d'autre part celui des désillusions, des peines, des injustices et des incertitudes.

Les récents développements de l'actualité nous éloignent de la paix et rendent le développement inaccessible. Chaque jour qui passe nous apporte son lot de certitude qui nous fait croire que nous nous approchons du moment où le danger atteindra son paroxysme.

Face à cette réalité peu reluisante il est impérieux qu'émerge une nouvelle alternative pour reprendre la construction de ce pays qui est demeurée au stade embryonnaire depuis le 13 aout 1960.

J'ai débuté cette tribune en citant Patrice Emery Lumumba. En effet ce 30 juin 1960 à Kinshasa, il a prononcé un discours qui ouvrait des perspectives et renforçait l'espoir du peuple. Hélas l'indépendance a produit une nouvelle colonisation celle des locaux d'en haut contre les masses. La même chose nous est aussi arrivée. La situation ne s'est guère améliorée et l'on entend parfois dans certains soupirs : « il faut que amoundjou a kiri a ga a mou kodoro so ». La colonisation a été remplacé par un système local qui perpétue les exactions et par moment est parvenu à dépasser celles commises entre 1890 et 1960.

Dans une tribune publiée en mai 2008 (2), j'écrivais : « Dans un monde en mouvement où les Américains vont placer un noir à la maison blanche, où les Français ont élu président un homme dont le grand-père est Hongrois, où les négro-Mauritaniens réfugiés au Sénégal rentrent , où les militants de l'ANC ont imposé ZUMA à MBEKI, où le procès de Habré va commencer et bientôt ceux de Patassé et Bemba je l'espère, où les libériens ont élu une femme présidente de la République et où les Zimbabwéens ont dit au revoir à Mugabé. Dans ce monde-là, le dialogue politique inclusif que l'on propose au centrafricain n'est pas la panacée à ses problèmes. Son actualité et sa prochaine tenue sont une insulte à son intelligence et le place devant deux issues :

- **La Fatalité**, c'est-à-dire un avenir déjà compromis par l'usure, l'impunité, la corruption, la gabegie, la gouvernance à vue ... et;
- **L'Avenir**, c'est-à-dire une nouvelle offre politique. Celle qui nous force à avoir foi en nous, en nos capacités et nous place devant notre tâche principale : engagement et persévérance dans le travail et l'excellence qui est la seule mécanique pour transformer nos potentialités en richesses véritables dans un Centrafrique pacifié, réunifié et en marche, où l'on mettra le savoir et la technique au service du Centrafricain et de son environnement. »

L'histoire de ces cinquante et une dernières années a été jalonnée d'occasions manquées. Nous devons refuser que l'actuel cycle en soit une de trop.

Aux quatre coins de la République Centrafricaine et du monde : bonne fête d'indépendance à tous les Centrafricains.

Clément BOUTE-MBAMBA

1 : Il est ironique de constater que la 1^{ère} crise sérieuse à l'université de Bangui depuis 2003 a lieu sous un gouvernement dirigé par un Premier Ministre, Professeur de son Etat et Ancien Recteur de l'Université de Bangui.

2 : **LE DIALOGUE POLITIQUE INCLUSIF: Un rendez-vous manqué avec l'histoire**
<http://www.sozoala.com/palabre/reflexions/r20080520001.htm>